INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 25 mars 2022**

* Les marchés actions européens ont clôturé en ordre dispersé une séance volatile. Le CAC 40 a cédé 0,03% à 6 553,68 points. Sur la semaine, son repli est limité à 0,92%. L'Euro Stoxx 50 a gagné 0,19% ce soir. A Wall Street aussi, la prudence est de mise, comme en témoigne les baisses de 0,8% du Dow Jones et de 1,1% du Nasdaq.
* Sur le Vieux Continent, les marchés ont relativisé la dégradation plus marquée que prévu du climat des affaires en Allemagne au mois de mars mesuré par l'indice Ifo. Celui-ci est tombé à 90,8 contre un consensus de 94,2 après 98,5 en février.
* Ils ont préféré saluer l'engagement des Etats-Unis à fournir davantage de gaz naturel liquéfié à l'Europe afin de réduire la dépendance de cette dernière au gaz russe.
* En revanche, l'information selon laquelle l'armée russe allait désormais se concentrer sur l'est de l'Ukraine et la " libération " du Dombass n'a pas fait réagir. Les investisseurs comme les observateurs attendent sans doute de connaître les conséquences de cette annonce sur la suite du conflit. A cet égard, le ministre des affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kuleba, a jugé que les pourparlers avec Moscou en vue d'une trêve restaient " très difficiles ".
* En milieu début d'après-midi, le repli du moral des ménages américains au plus bas depuis août 2021 a pesé sur les marchés. L'indice de confiance de l'Université du Michigan est tombé à 59,4 en mars contre 62,8 en février.
* Cette semaine, le cours du coton a gagné plus de 6% à 1,35 dollar la livre (453 grammes environ), soit son plus haut niveau depuis juillet 2011. La fibre profite de la crainte d’une récolte décevante aux Etats-Unis. Le troisième producteur mondial de coton affronte en effet une sécheresse prolongée au Texas, qui représente environ 40 % de la production américaine. A cet aléa climatique s’ajoute la flambée des prix des pesticides dérivés du pétrole et une demande mondiale soutenue.
* Cette semaine, la monnaie hongroise a gagné 0,7% à 373,4 forints pour un euro après l'intervention de la banque centrale de Hongrie. Cette dernière a relevé, pour la dixième fois consécutive depuis juin 2021 son principal taux d'intérêt de 100 points de base à 4,4%, un plus haut depuis mai 2013. La banque centrale tente d'enrayer les fortes pressions inflationnistes (+8,3% en février, un sommet de 14 ans) et la chute de sa monnaie liée à la guerre en Ukraine. Le forint a cédé plus de 3% depuis le début de l'année et accusé début mars son plus bas historique.
* En baisse pour 2021, le taux d’absentéisme global pour l’année écoulée est de 4,94% et se rapproche du niveau observé avant la crise du Covid-19, selon deux études croisées dévoilées par le groupe Diot-Siaci. Ainsi, plus d'un tiers des salariés ont été en arrêt au moins un jour durant l'année. L'absentéisme a néanmoins augmenté chez les plus jeunes et la durée d'absence moyenne a fortement progressé chez les cadres.

Ces résultats sont issus d'une enquête conjointe avec l'IFOP menée auprès de 3000 salariés, dont 1000 ayant été arrêtés au moins 1 jour en 2021, et d'un Observatoire statistique mis en place par Diot-Siaci qui porte sur 4 années de 2018 à 2021, sur un périmètre constant de 750 entreprises avec en moyenne 470 000 individus par an.

En 2021, 44% des arrêts de travail étaient liés au Covid-19. Cependant, les troubles musculosquelettiques (15%), les risques psychosociaux (14%) et les accidents de travail (12%), qui constituent des enjeux majeurs de santé au travail, restent très présents dans les motifs cités par les salariés absents. D'autres indicateurs ne laissent plus de place au doute : 60% des salariés français considèrent que leur métier est susceptible d'avoir des conséquences négatives sur leur santé mentale et ils sont 50% à exprimer des conséquences sur leur santé physique.

Seuls 2% des salariés déclarent avoir été arrêtés pour convenance personnelle.

Lorsqu'on s'interroge sur les causes de l'absentéisme, la notion d'engagement est souvent mise en cause. Pourtant, certains résultats de l'enquête ne confirment pas forcément les corrélations directes entre engagement et absentéisme : on découvre que 79% des salariés arrêtés ont une bonne opinion de leur entreprise et 84% d'entre eux se sentent bien intégrés au sein de leur entreprise.

* Les États-Unis s'efforceront de garantir, notamment en travaillant avec des partenaires internationaux, des volumes supplémentaires de gaz naturel liquéfié (GNL) pour le marché de l'UE d'au moins 15 milliards de mètres cubes en 2022, a indiqué l'Union européenne. L'objectif des Etats-Unis et de l'Europe est de réduire la dépendance de cette dernière aux hydrocarbures russes.

Et pour ce qui est de l'avenir, les États-Unis et l'Europe assureront une demande et une offre stables pour au moins 50 milliards de mètres cubes supplémentaires de GNL américain jusqu'en 2030.

L'Europe souhaite ne plus acheter d'énergie fossile russe d'ici 2027.

**SOCIETES**

* Thalès (+7,2%) a pris la tête du palmarès hebdomadaire du CAC 40, le groupe de défense évoluant dans un secteur porteur. A l'opposé, Legrand a cédé 6,9%, pénalisé par son exposition à un secteur du bâtiment qui souffre de pénuries.
* La retraite de Russie des sociétés européennes se poursuit, quel que soit leur secteur et leur taille. Le géant des logiciels, SAP, a annoncé mettre un terme à ses activités dans le cloud en Europe et le spécialiste des solutions de protection et de cheminement des réseaux électriques et fluides embarqués, Delfingen, la suspension de ses activités dans le pays dirigé par Vladimir Poutine. Ces sociétés rejoignent la longue liste des sociétés à avoir pris leur distance avec Moscou, qui comprend notamment BNP Paribas, Michelin, Publicis…

La décision du fleuron technologique allemand intervient après l'arrêt le 2 mars de ses ventes en Russie et en Biélorussie. " Au-delà de la mise en œuvre de sanctions et de l'arrêt de toutes les ventes, nous mettons activement fin à nos opérations de cloud computing en Russie " , a indiqué hier le groupe. Les sociétés utilisant ses logiciels sur site pourront cependant continuer à les utiliser, mais seront privées de " soutien ou un engagement de quelque nature que ce soit " de la part de la firme allemande.

" La guerre injustifiée que mène actuellement la Russie est une démonstration déchirante de brutalité et une violation du principe fondamental de liberté que nous partageons avec l'Ukraine " a souligné SAP.

Delfingen a précisé que le site Delfingen RU-Volga a intégré le groupe le 1er septembre 2020 suite au rachat de Schlemmer. Il compte 60 collaborateurs avec un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 6 millions d'euros pour l'exercice 2021, soit environ 1,6 % du chiffre d'affaires global du groupe.

* Netflix a annoncé jeudi soir le rachat du développeur de jeux vidéo Boss Fight Entertainment. Cette acquisition vient s'ajouter aux deux autres réalisées au cours des huit derniers mois, alors que la plateforme de streaming cherche à diversifier ses revenus et capter de nouveaux publics. Basée à Allen au Texas, Boss Fight a été créée en 2013, et compte également des bureaux à Austin et Seattle. Son catalogue de jeux sera disponible sur Netflix sans surcoût sur l'abonnement et sans publicité.
* Un client satisfait est un client qui revient. La Grèce a signé un contrat pour faire l’acquisition de six Rafale neufs supplémentaires auprès de Dassault Aviation. Ce nouveau contrat, qui fait suite à l'acquisition par la Grèce de 18 Rafale en janvier 2021, portera à 24 le nombre de Rafale exploités par l’Armée de l’Air grecque. En Bourse, les investisseurs se réjouissent : le titre de Dassault Aviation a grimpé de 3,54% à 153,20 euros l’action. De son côté, Thales, qui participe au programme Rafale, gagne 1,10% à 119,30 euros.

Après l'arrivée le 19 janvier dernier des six premiers Rafale de l'Armée de l'Air grecque sur la base aérienne de Tanagra, les 18 Rafale relatifs au premier contrat seront entièrement déployés en Grèce d'ici à l'été 2023.

Les six Rafale additionnels seront ensuite livrés à l'Armée de l'Air grecque peu de temps après, à partir de l'été 2024.

* Plastic Omnium a avancé de 1,23% à 15,985 euros sur la place de Paris. L’équipementier automobile a conclu accord avec le groupe ams Osram pour acquérir 100% d'AMLS (Automotive Lighting Systems GmbH), un acteur allemand de l'éclairage automobile, pour une valeur d’entreprise de 65 millions d’euros. Le développement du groupe dans des activités non dépendantes à des technologies de motorisations semble hautement stratégique et complémentaire au plan d’investissement dans la mobilité hydrogène, juge Midcap Partners. Le prix de l’acquisition lui semble, de plus, parfaitement raisonnable.

Dans le détail, AMLS fournit un portefeuille de produits de haute technologie à une clientèle mondiale, couvrant les domaines clés de l'éclairage avant, intérieur, des solutions de projection avancées et de l'éclairage de carrosserie, répondant aux nouvelles tendances de style, de sécurité et d'électrification.

Ces produits sont fabriqués sur trois sites répartis entre les Etats-Unis, l'Europe et la Chine.

Avec un siège basé à Munich, AMLS a réalisé un chiffre d'affaires de 148 millions d'euros en 2021 et emploie environ 770 personnes, dont 120 en R&D répartis sur 5 sites.

A titre de comparaison, Plastic Omnium a réalisé un chiffre d'affaires économique de 8 milliards d'euros en 2021 et emploie 30 000 personnes. Le groupe compte un réseau de 137 usines et 31 centres de R&D.

" L'acquisition d'AMLS est une opportunité unique de franchir une étape importante dans le segment en pleine croissance des systèmes d'éclairage ", a commenté Laurent Favre, le directeur général de Plastic Omnium.

" Grâce à son portefeuille de produits innovants, son expertise, son implantation mondiale équilibrée ainsi que la qualité de ses équipes, cette acquisition vient renforcer notre stratégie en nous permettant de répondre à la demande croissante de nos clients pour les pièces de carrosserie intelligentes ", a ajouté le dirigeant.

* France Télévision pourrait bientôt ne plus prendre part à la plateforme de streaming Salto. Détenue à parts égales aux côtés de TF1 (+2,82% à 9,11 euros) et M6 (+2,89% à 17,80 euros), les deux groupes privés de l'audiovisuel ont annoncé hier soir qu'ils étaient prêts à racheter les 33,3% de la plateforme détenus par le service public pour une valeur de 45 millions d'euros. A condition bien sûr que leur projet de fusion aboutisse.

Une décision sur ce projet devrait être rendue d'ici l'automne après l'examen de l'Autorité de la concurrence. En attendant, Salto restera contrôlée conjointement par ses trois actionnaires tout au long de l'exercice 2022.

Le nouveau groupe fusionné détiendrait alors 100% du service de vidéo à la demande par abonnement afin de développer un projet de streaming. Un secteur sur lequel les géants des médias, en Europe comme aux Etats-Unis, ont lancés il y a plusieurs années déjà une véritable guerre. Et la pandémie de covid-19, avec la consommation massive de contenus à la maison qu'elle a engendré, n'a fait qu'accélérer le phénomène.

Parmi les récentes manœuvres qui ont eu lieu récemment pour se faire une place au soleil, notons le partenariat annoncé hier entre Gaumont et Paramount+, le service de streaming de Paramount Global, afin de diversifier son offre de contenu. Le nom même de Paramount Global, qui a été dévoilé plus tôt cette année afin de rebaptiser ViacomCBS, reflète cette stratégie de mettre la vidéo à la demande au cœur de la stratégie du groupe et la volonté de donner plus de visibilité à la plateforme.

Même Amazon a mis un coup d'accélérateur dans le streaming. Afin de rattraper Netflix, le célèbre site de e-commerce a en effet racheté le studio MGM, une des majors de l'âge d'or d'Hollywood, afin de mettre à disposition son immense catalogue sur son service Amazon Prime. Un rachat finalisé pas plus tard que la semaine dernière, pour un montant de 8,5 milliards de dollars, soit la seconde plus grosse acquisition pour la firme de Jeff Bezos, après le rachat en 2017 des supermarchés Whole Foods pour 13,7 milliards.

A cela s'ajoute le projet de fusion entre WarnerMedia, propriété de l'opérateur télécoms AT&T, et Discovery, au sein d'une même entité cotée, ou les grands investissements de Disney pour enrichir sa plateforme Disney+ en programmes originaux.

De son côté, Netflix, voyant tous ces concurrents lui foncer dessus, a décidé de diversifier son offre en proposant, sans surcoût ni publicité, des jeux vidéo à ses abonnés. En ce sens, la société a d'ailleurs annoncé ce vendredi le rachat du studio Boss Fight Entertainment, sa troisième acquisition dans le secteur depuis l'été dernier.

**ANALYSES**

* Si les variations mensuelles du chômage doivent être prises avec précaution parce que très volatiles, elles restent un utile baromètre de l'évolution de la situation du marché du travail en période de crise. Les chiffres que le ministère du Travail a publiés ce vendredi à midi méritent donc d'être scrutés avec attention.

Après s'être spectaculairement réduit en janvier, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité en fin de mois (catégorie A) inscrits à Pôle emploi n'a baissé en février que de 0,3 %, en France, hors Mayotte. Il a été ramené le mois dernier à 3.195.700, soit 10.500 de moins en un mois. Sur trois mois (décembre-février), le recul a atteint 112.500 contre 182.500 entre septembre et novembre.

Lorsque l'on prend en compte non seulement les catégories A mais aussi les catégories B et C, soit les personnes en recherche active d'emploi ayant travaillé dans le mois, la baisse est plus nette. En février, le ministère du Travail a recensé 5.508.000 chômeurs au total dans ces trois catégories, soit 38.900 de moins en un mois contre 50.000 de moins en janvier.

En décembre, déjà, il s'était produit une pause dans le rythme extrêmement élevé de baisse du chômage constaté depuis le printemps de 2021. Mais elle était repartie de plus belle ensuite.

Qu'en sera-t-il cette fois-ci ? Difficile à dire. Alors que les restrictions liées à la cinquième vague de l'épidémie de Covid ont continué à s'appliquer le mois dernier, le marché du travail n'a pas encaissé le contrecoup de la guerre en Ukraine, l’invasion russe n’ayant démarré que le 24 février.

**L’AGENDA DU 28 mars 2022**

**14h30 aux Etats-Unis**

Balance commerciale en février